

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS)

1050
Route de Pardies
40300 Peyrehorade

Références : -

Code AIOT : 0005201774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS) implanté 1050 Route de Pardies 40300 Peyrehorade. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS)
- 1050 Route de Pardies 40300 Peyrehorade
- Code AIOT : 0005201774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site de BAYER SEEDS SAS de Peyrehorade est la sélection, le traitement et la commercialisation de semences de céréales (maïs et colza). Les opérations de production comprennent le séchage, le calibrage, le traitement (activité de pelliculage des semences par des produits phytosanitaires tels des insecticides ou fongicides destinés à protéger la semence et à faciliter sa germination ultérieure), le stockage et l'expédition en vue de la commercialisation de semences de céréales.

L'établissement est autorisé à exploiter sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 290 du 15 mai 2007 modifié relatif à l'exploitation d'installations d'entreposage de matières combustibles (semences conditionnées).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Grâce à l'accès réseau et à l'affichage physique, les données de sécurité et l'état des stocks sont consultables à tout moment par n'importe quel opérateur.

La seule mesure corrective identifiée concerne l'utilisation des moyens de secours. Il est demandé de mettre en place une signalétique spécifique sur les Robinets d'Incendie Armés (RIA) stipulant l'interdiction du jet concentré. L'utilisation doit se faire exclusivement en jet diffusé, afin d'éviter toute projection accidentelle de produit chimique et de limiter le volume d'effluents générés, facilitant ainsi leur confinement et leur traitement ultérieur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. [...]</p> <p><u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>1. Accessibilité et Gestion Documentaire L'accès aux Fiches de Données de Sécurité (FDS) est assuré de manière permanente selon un double dispositif : une consultation physique est possible en libre-service dès l'entrée du local de stockage, tandis qu'une version numérique est centralisée et accessible à distance via le réseau interne de l'établissement. Ce système permet une réactivité optimale en cas d'urgence. Par ailleurs, l'exploitant assure un suivi précis des quantités entreposées grâce à un état des stocks actualisé au jour le jour, consultable directement sur le réseau.</p> <p>2. Conformité et Mise à Jour des FDS Chaque fiche mentionne explicitement sa date de parution ainsi que celle de sa dernière révision. Si l'exploitant réalise des campagnes de mise à jour annuelles, le contrôle a révélé que certaines FDS datent de plus de 10 ans, faute d'actualisation par les producteurs.</p>

Ce point de vigilance est à souligner au regard de deux cadres de référence :

- les préconisations de l'INRS qui recommande une réactualisation des fiches dès que celles-ci dépassent 3 ans d'ancienneté.
- le règlement européen REACH qui impose la mise à jour des FDS pour garantir une information fiable sur la protection de la santé et de l'environnement.

3. Contrôle de l'échantillonnage

Le contrôle documentaire ciblé sur deux références démontre, pour ces cas précis, une documentation conforme et récente :

- Force 20 CS : FDS révisée en 2022.
- Korit 420 FS : FDS révisée en 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie

L'établissement a équipé la zone de stockage de Robinets d'Incendie Armés (RIA) en périphérie et d'extincteurs à eau pulvérisée avec additif à l'intérieur. L'examen des FDS des deux produits cibles (Force 20 CS et Korit 420 FS) confirme la pertinence de ces installations, l'eau pulvérisée, la mousse, le CO₂ ou la poudre y étant préconisés.

Toutefois, une restriction opérationnelle majeure est identifiée : les deux notices interdisent formellement l'usage de jets d'eau concentrés (jet bâton), susceptibles de propager le sinistre par projection de produit. En complément, les eaux d'extinction doivent impérativement être cantonnées sur site afin d'être éliminées via une filière de traitement agréée, prévenant ainsi toute pollution environnementale.

Rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

La gestion des fuites repose sur une organisation géographique spécifique. Si l'établissement dispose de kits antipollution à proximité immédiate des ateliers d'utilisation, il est constaté que le local de stockage principal n'en est pas doté.

En cas de déversement majeur dans le local, la sécurité est assurée par une rétention primaire (configuration du local) complétée par une rétention déportée d'une capacité de 50 m³ située à l'extérieur. La procédure d'urgence prévoit le pompage du produit épandu et son

conditionnement en conteneurs spécifiques avant évacuation.

Rubrique 7 : Manipulation et stockage

Le stockage est opéré en IBC (ou GRV de 1 000 litres). La vérification visuelle confirme la cohérence entre les contenants et les documents de sécurité : l'étiquetage et les pictogrammes de danger correspondent aux prescriptions des FDS.

L'ensemble de la signalétique est correctement identifié, couvrant :

- les mesures de prévention et les consignes de manipulation.
- les équipements de protection individuelle et collective (EPI/EPC).
- les protocoles de premiers secours à appliquer en cas d'exposition, directement affichés sur les contenants.

L'analyse des FDS confirme l'absence d'incompatibilité entre les produits du local. Seul le GRV de type corrosif est isolé à l'extérieur sur une rétention adaptée à sa capacité. Enfin, un tableau des incompatibilités est affiché à l'extérieur du local pour guider les opérateurs.

Rubrique 13 : Considérations relatives à l'élimination

La gestion de la fin de vie des produits, des résidus de nettoyage et des déchets accidentels est confiée à un prestataire Suez.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des spécificités des produits stockés (*interdiction du jet d'eau concentré*), il est préconisé de mettre en place une signalétique claire sur chaque RIA. Cet affichage doit préciser l'obligation d'utiliser exclusivement le jet diffusé afin d'éviter toute projection de produit et de limiter le volume d'effluents à confiner.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;

<ul style="list-style-type: none"> - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de confinement de l'établissement repose sur des capacités de rétention dimensionnées pour les volumes stockés : le local dispose d'une rétention interne de 84 m³, complétée par une rétention extérieure d'une capacité de 50 m³, soit un total de 134 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse croisée des Fiches de Données de Sécurité (FDS) confirme l'absence d'incompatibilités chimiques entre les différents produits entreposés à l'intérieur du bâtiment, écartant ainsi les risques de réactions dangereuses par mélange.</p> <p>Par mesure de prévention supplémentaire, une sectorisation physique a été mise en place pour les substances les plus sensibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Isolation des corrosifs : l'unique GRV de produit corrosif a été isolé à l'extérieur du local principal. Ce dernier est positionné sur une plateforme de rétention spécifique dimensionnée pour contenir l'intégralité de sa capacité (1 000 litres) en cas de rupture. • Aide au stockage : en complément, l'exploitant a mis en place et affiché, à l'extérieur du local, un tableau des incompatibilités chimiques.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose, via le réseau de l'établissement, d'un état des stocks actualisé en temps réel.</p>

Ce suivi "au jour le jour" permet de connaître avec précision les quantités exactes de matières dangereuses présentes sur le site à tout instant.

Type de suites proposées : Sans suite